



CONFUSION ET DÉSUNION

Sous prétexte de divergences politico-syndicales, il est regrettable de constater le manque de cohésion lorsqu'il s'agit de défendre des intérêts communs.

Dans un tract daté du 25 avril dernier, le bureau local Force Ouvrière s'est ouvertement positionné contre une mobilisation qui n'avait pourtant qu'un seul objectif : **dénoncer nos conditions de travail** — notamment le manque d'effectifs face à une surpopulation carcérale toujours plus alarmante.

Car oui, ce surencombrement humain est un fléau, et **La CGT Pénitentiaire** le dénonce depuis longtemps à travers de nombreuses mobilisations organisées devant les portes de notre établissement — mobilisations auxquelles certains préfèrent la critique et la confusion à la participation.

Puisque F.O. Justice choisit d'utiliser la loi SURE comme prétexte à une guéguerre de bas étage, rappelons une chose simple : **La CGT Pénitentiaire** n'a jamais été opposée à des améliorations pour les personnels pénitentiaires — bien au contraire. Elle s'oppose à la loi SURE uniquement car elle estime que celle-ci ne traite pas les causes réelles de la crise pénitentiaire mais repose essentiellement sur des mesures répressives et des effets d'annonce, sans apporter les moyens humains et matériels indispensables, risquant même d'aggraver encore davantage la situation (ce qui déboucherait sur des conditions de travail encore plus dégradées). Pour **La CGT Pénitentiaire**, cette loi détourne l'attention des véritables urgences du terrain.

Ce n'est pas parce que la Justice va mal — conséquence directe de choix politiques — qu'il faudrait accepter n'importe quelle mauvaise solution ; ce n'est pas parce que le Garde des Sceaux prétend avoir de bonnes intentions qu'il faudrait « baisser son froc » et le laisser agir sans discernement...

Quant à la remarque peu constructive selon laquelle **La CGT Pénitentiaire** est « multicatégorielle », impliquant les CPIP et travaillant avec le Syndicat de la Magistrature en CSA-M, nous rappelons que les surveillants ne sont pas les seuls serviteurs de notre Ministère ! Construire la Justice de demain exige de travailler ensemble avec tous ceux qui la composent, et non en opposition.

Comment F.O. Justice peut-il prétendre vouloir « bloquer une institution » en provoquant le conflit intersyndical et en encourageant ainsi la désunion ?

Cher(e)s collègues, **La CGT Pénitentiaire** défend et défendra toujours vos intérêts dans la lutte — la vraie : celle qui consiste à s'opposer à l'injustice (au profit de tous), plutôt qu'à courber l'échine et se laisser endormir par des politiciens dont l'unique objectif reste le pouvoir.

Au-delà de nos désaccords et des étiquettes syndicales, nous rappelons que sur le terrain l'unité doit primer. Les personnels pénitentiaires méritent mieux que des divisions entretenues par des considérations politiques extérieures à nos réalités professionnelles. Quelle que soit l'orientation de chacun, nous portons tous le même uniforme, faisons face aux mêmes contraintes et aux mêmes risques, et portons les mêmes combats. Ce n'est donc qu'en faisant fi des appartenances politiques et en agissant ensemble que nous pourrions réellement défendre nos conditions de travail et la dignité de notre métier.